



DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION « SOUTIEN AUX GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS »

Cochez la case correspondant à votre demande :

- Aide à la création d'un Groupement d'Employeur (GE)**
- Aide au développement du Groupement d'Employeur (GE)**
- Aide pour un investissement structurant et/ou innovant du Groupement d'Employeur (GE)**
- Aide à la création d'emploi partagé à temps complet en CDI au sein du Groupement d'Employeur (GE)**

PRÉAMBULE

La Région Nouvelle-Aquitaine a adopté, le 19 Décembre 2017, son Schéma Régional de Développement Économique, de l'Innovation et de l'Internationalisation qui définit la stratégie régionale et les priorités d'action en matière d'aides économiques aux entreprises pour les années à venir.

En complément des aides individuelles aux entreprises, un des objectifs de la Région est de structurer l'offre d'accompagnement des entreprises afin de leur permettre de se développer ou de répondre, avec souplesse, à une nouvelle activité ou à un pic d'activité, en faisant appel à l'emploi partagé, via les Groupements d'Employeurs (GE).

L'appel à projets adopté par la commission permanente du Conseil Régional le 8 juillet 2019 et ouvert jusqu'au 31 décembre 2020 s'adresse aux GE localisés en Nouvelle-Aquitaine.

Un regard attentif sera porté sur l'ancrage territorial du GE à travers notamment les modalités d'association des partenaires publics et privés pour sa création et son développement.

L'action régionale s'appuie sur le Centre de Ressources des GE (CRGE) qui œuvre à sensibiliser l'ensemble des partenaires concernés aux conditions d'élaboration, de faisabilité et de gestion des GE dans le respect de la législation.

La demande ne constitue pas un droit systématique à l'aide et les aides obtenues dans le cadre de cet appel à projets ne pourront pas se cumuler avec d'autres aides de la Région ayant le même objet.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Nom :

.....
.....

Sigle :

.....

Objet :

.....
.....

Adresse du siège social :

.....

Code postal : Commune :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :

.....

Site Internet :

.....

Numéro Siret : I _ I

Numéro RNA délivré lors de toute déclaration (création ou modification) en préfecture :

I _ I

Date de publication de la création au Journal Officiel : I _ I _ I _ I _ I _ I _ I

Union, fédération ou réseau auquel est affilié votre GE (*indiquer le nom complet*) :

.....

Quel est votre secteur d'activité principal ?

Secondaire (le cas échéant)

Combien avez-vous d'entreprises adhérentes ? :

Dont TPE (-10 salariés) :

Dont PME (10 à 249 salariés) :

Dont ETI (250 à 4 999 salariés) :

Dont Grands Groupes (> ou = à 5 000 salariés) :

Autres (préciser).....

Quelle est votre couverture géographique ? :

.....

.....

Identification du représentant légal (Président ou autre personne désignée par les statuts) :

NOM :Prénom :

Fonction.....

Téléphone :

Courriel :

Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention :

NOM : Prénom :

Fonction.....
.....

Téléphone : Courriel :

Votre structure dispose-t-elle d'un commissaire aux comptes ? oui non

Votre structure dispose-t-elle d'un expert-comptable? oui non

Moyens humains du groupement :

Nombre total de salarié(s) permanent(s) :	
Nombre total de salarié(s) permanent(s) en équivalent temps plein (ETP) :	
Nombre total de salariés partagés :	dont hommes et femmes
Nombre de salariés partagés en équivalent temps plein (ETP) :	
Nombre de bénévole(s) :	

Masse salariale totale (chargée) du groupement :.....€

Dont salariés partagés€

Avez-vous bénéficié d'un accompagnement du CRGE : oui non

Si oui, précisez le soutien apporté :
.....
.....
.....

- Comment votre GE envisage-t-il de sensibiliser les adhérents aux règles spécifiques de la mise à disposition et au respect des règles relatives aux conditions de travail, notamment la durée du travail, d'hygiène et de la sécurité ? :

.....
.....
.....
.....

- Avez-vous sensibilisé les entreprises adhérentes sur l'amélioration de la qualité de vie au travail ; quelles actions seront mises en œuvre ?

.....
.....
.....
.....

Je soussigné(e), (nom et prénom)

.....

représentant(e) légal(e) du Groupement d'Employeurs :

.....

- certifie sur l'honneur que le GE n'a pas bénéficié d'un montant total d'aides publiques supérieur à 200 000 € sur les trois derniers exercices fiscaux,

- sollicite une aide de la Région Nouvelle-Aquitaine pour financer l'action décrite dans la fiche ci-après.

Fait, le à.....

Signature,

Justificatifs à joindre à la demande, quel que soit l'axe retenu :

- Relevé d'Identité Bancaire
- Copie des statuts du GE
- Copie du récépissé de déclaration en préfecture du GE
- Copie du Règlement intérieur du GE
- Copie du bilan financier des 2 derniers exercices clos
- Copie du dernier rapport d'activité



RÉGION
Nouvelle-Aquitaine

**CREATION D'UN GROUPEMENT
D'EMPLOYEUR**

Recrutement d'un poste administratif à temps plein

Intitulé du poste créé :

.....

Niveau de salaire brut mensuel proposé :

.....

Comment avez-vous mené la réflexion aboutissant à la création du GE ? (étude de faisabilité conduite par un cabinet externe, partenariat,....)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Nombre prévisionnel de salariés à recruter :

..... (1^{ère} année)

..... (2^{ème} année)

..... (3^{ème} année)

En quoi l'implantation du GE et de l'offre répond aux besoins du territoire ?

(argumentez) :

.....
.....

Comment avez-vous associé les partenaires publics et/ou privés du territoire à ce projet ?.....

.....
.....
.....
.....
.....

Justificatifs à joindre à la demande :

- Descriptif du projet ;
- Etude faisabilité (ou équivalent) ;
- Budget prévisionnel du GE (année N, N+1 et N+2) ;
- Plan de financement de l'action (= poste permanent à temps plein) ;
- Liste prévisionnelle des entreprises adhérentes par secteur d'activité
- Masse salariale prévisionnelle des emplois partagés (fonction occupée, montant annuel du salaire brut et montant annuel des charges patronales).



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

**DEVELOPPEMENT D'UN
GROUPEMENT D'EMPLOYEUR**

Nouveau(x) secteur(s) d'activité :

.....
.....
.....

ET / OU

Implantation sur de nouveaux territoires :

.....
.....
.....

Nombre prévisionnel de salariés à recruter lié au projet de développement :

- (1ère année)
- (2ème année)
- (3ème année)

En quoi l'implantation du GE et de l'offre répond aux besoins du territoire ?

(argumentez) :
.....
.....
.....

Comment avez -vous associé les partenaires publics et/ou privés du territoire à ce projet ?.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Justificatifs à joindre à la demande :

- Descriptif du projet de développement du GE ;
- Etude de faisabilité (ou équivalent) ;
- Budget prévisionnel du GE (année N, N+1 et N+2) avec une répartition comptable permettant de disposer d'une vue détaillée sur l'activité actuelle du GE et sur l'activité liée au projet de développement ;
- Liste des entreprises adhérentes et liste prévisionnelle liée au projet de développement ;
- Masse salariale prévisionnelle des emplois partagés (fonction occupée, montant annuel du salaire brut et montant annuel des charges patronales) ;
- Plan de financement de l'action.



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

**INVESTISSEMENT AU SEIN
D'UN GROUPEMENT
D'EMPLOYEUR**

Investissement(s) structurant(s) et/ou innovant(s)

Précisez la typologie du ou des investissements(s) envisagé(s) :

.....
.....
.....
.....

Montant de la dépense€ HT ou TTC (rayer la mention inutile)

Objectifs poursuivis :

.....
.....
.....
.....

Justificatifs à joindre à la demande :

- Descriptif du projet de développement du GE justifiant l'investissement
- Devis du (des) fournisseur(s) externe(s) retenu(s)
- Plan de financement de l'action
- Liste des entreprises adhérentes
- Masse salariale du GE (fonction occupée, montant annuel du salaire brut montant annuel des charges patronales)



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

**CREATION D'EMPLOI PARTAGE
EN CDI**

Justificatifs à joindre à la demande :

- Note de présentation du GE
- Liste des entreprises adhérentes
- Budget prévisionnel du GE (année N, N+1 et N+2)
- Tableau récapitulatif des emplois partagés en place du GE
- Tableau récapitulatif des emplois partagés prévisionnels sur la période du 01/01/2020 au 31/12/2020